

Après avoir fui le chaos, les MRE doivent encore affronter les difficultés du retour au pays.

TÉMOIGNAGE

L'ADIEU À LA SYRIE

Fin mars, Khadija S.* a été rapatriée de Syrie aux frais de l'Etat marocain, comme 400 autres de ses compatriotes. Si elle est désormais en sécurité, bien d'autres épreuves l'attendent encore.

La nouvelle a été largement relayée. Elle a même pris des allures de sauvetage in extremis. Pourtant, le dispositif administratif mis en place par le ministère des Marocains résidant à l'étranger (MRE), qui a permis à des centaines de Marocains résidant en Syrie de regagner le Maroc, existe déjà depuis 2011. Billets d'avion, hébergement ou encore obtention de passeports, l'Etat a pris totalement en charge les MRE qui étaient dans l'incapacité de partir par leurs propres moyens, et dont 96% sont des familles. En tout, une enveloppe d'un million de dihrams a été allouée à cette opération. Quelque 2500 Marocains ont quant à eux quitté l'enfer syrien à leurs frais. Selon Abdellatif Mâ-

zouz, ministre délégué chargé des MRE, ils sont encore environ 500 à demeurer au pays de Bachar Al Assad. Il s'agit pour la plupart de commerçants dans l'impossibilité d'abandonner leurs affaires ou de Palestiniens ayant également la nationalité marocaine.

Genèse d'une crise

Les bombardements, les voisins qui viennent se réfugier chez vous, les ruines, les décombres, le noir, la faim, la peur, les cris... en un mot : le chaos. Tout cela, Khadija l'a vécu, jusqu'à ce qu'elle se résigne à quitter son pays d'adoption et à tirer un trait sur dix-sept ans de vie, il y a moins d'un an. En 1996, âgée d'à peine dix-huit ans et le bac en poche, la jeune Casablancaise fait la rencontre d'un Sy-

rien et tombe amoureuse. Ils décident de se marier et partent vivre en Syrie, plus précisément à Deraa, une ville située à la frontière avec la Jordanie. Lui devient chauffeur de bus pendant qu'elle élève leurs cinq enfants. "Nous n'étions pas riches mais la vie était agréable, jusqu'à ce que tout s'effondre", raconte-t-elle.

Avril 2011, à Deraa, la ville où habite Khadija, une bande de gamins tagguent sur l'un des murs de leur école un slogan hostile à Bachar Al Assad. Ce qui commence comme une simple bêtise d'adolescent va alors rapidement devenir le préambule d'une longue insurrection populaire. Les jeunes sont arrêtés et torturés par les moukhabarat (services secrets). Leurs parents sont scandalisés. Traditionnellement loyaux au régime baa-

siste, les habitants de la province de De-
raa partent d'abord se plaindre auprès du
chef de la branche locale de la sécurité
politique, Atef Najib, un cousin de Bachar
Al Assad, qui répond par l'insulte et la
provocation. Une poignée de pères de fa-
mille décident de se rassembler pour ma-
nifester leur mécontentement. Cette fois,
les autorités répondent par la répres-
sion et la violence. C'est le début de la
révolution, dans une région qui ne
s'était jamais rebellée par le passé.

La peur au ventre

"C'était devenu trop dangereux, j'étais terrorisée", lance Khadija. Plus le temps passe et plus la ville est détruite par l'armée du pouvoir. Les transports publics n'assurent plus le service, son mari n'a plus de travail, donc aucune rentrée d'argent. La famille parvient à vivre pendant un temps grâce à ses économies et à l'entraide entre voisins. Puis les ressources se mettent à manquer et laissent place à l'égoïsme et à l'instinct de survie. "Deux mois avant la fin de son service militaire, le cousin de mon époux a déserté. Les soldats de Bachar l'ont retrouvé puis l'ont assassiné". Famille, amis, connaissances, les pertes humaines s'accumulent encore et encore. "Nous vivions sans électricité et c'était toute une aventure pour obtenir du gaz". Une chose l'obsède désormais : quitter à tout prix la Syrie et mettre ses enfants à l'abri du chaos meurtrier. "Je ne savais pas que l'ambassade du Maroc à Damas avait mis en place un dispositif d'aide au rapatriement, j'y suis simplement allée comme ça, parce que je me suis dit que c'était ma dernière chance de partir".

Son mari hésite un peu avant de la conduire à l'ambassade car il sait bien qu'il risque de ne plus jamais revoir sa famille. Une fois sur place, Khadija se rend au service consulaire et explique sa situation à des agents : *"Ils ont fait une enquête sur ma situation financière et au bout de quelques jours ils m'ont dit qu'ils allaient nous rapatrier mes enfants et moi".* Le jour J arrive et Khadija doit se résoudre à abandonner sa maison et son époux.

Le long du trajet pour se rendre à l'aéroport de Damas, le convoi affronte des dizaines de barrages policiers sans encombre, jusqu'au dernier contrôle. *"Un soldat m'a demandé pourquoi j'emmenais mes enfants hors du pays en plein milieu de l'année scolaire. Il a menacé de tuer mon aîné qui avait oublié sa carte nationale, puis nous a laissé passer".*

Le gouvernement a certes rapatrié les Marocains de Syrie mais ces derniers se retrouvent depuis livrés à eux-mêmes



Ils sont plus d'un million à avoir fui le régime de Bachar Al Assad.

CHIFFRES. Et du côté des réfugiés syriens ?

Les chiffres sont alarmants. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le nombre de réfugiés syriens dans le monde s'élevait à 8000 en janvier 2012. Aujourd'hui, ils sont plus d'un million (1 053 988 personnes au total). Au Maghreb, l'Algérie (environ 20 000) et l'Égypte (43 000 selon l'ONU, 100 000 selon les autorités égypt-

tiennes) en accueillent le plus grand nombre. Au Maroc, les réfugiés syriens sont à peu près 400. **Encore terrorisés par ce qu'ils ont vécu, rares sont ceux qui souhaitent parler à la presse. La plupart du temps, ils ont peur que leurs paroles aient des répercussions sur leurs proches restés au pays.** Si certains réfugiés ont pu compter sur le soutien de l'UNHCR, il n'existe quasiment aucune association pour

leur venir en aide. Bien souvent, ce sont les Marocains eux-mêmes ou des Marocains qui les hébergent et les aident. De manière informelle, le gouvernement a prévu de faciliter l'obtention de carte de séjour pour les Syriens et souhaite développer son programme d'asile. Mais pour l'instant rien n'est annoncé officiellement. Le Maroc ne dispose plus d'ambassade ou de service consulaire en Syrie. ■

L'appel de la patrie

Mai 2012. L'avion décolle. Khadija ne sait pas quand elle pourra revoir son mari. A bord, il n'y a quasiment que des familles, la plupart sont des mères accompagnées de leurs enfants. Après une escale de cinq heures à Dubaï, l'appareil repart pour Casablanca. Depuis son arrivée, Khadija vit à

Azemmour avec ses enfants chez ses parents, modestes. Elle doit donc chercher du travail pour subvenir aux besoins des siens. *"J'ai cherché un emploi dans un complexe touristique mais on m'a fait des avances sexuelles. Maintenant je travaille dans une usine où je gagne moins de 2000 dirhams par mois".*

Ses enfants ont du mal à s'intégrer. Ils n'ont jamais connu le Maroc et ne sentent pas chez eux. Le plus âgé est en pleine préparation du baccalauréat, deux autres sont au collège et les petits derniers en primaire. *"En Syrie, les plus grands apprenaient l'anglais, maintenant ils doivent se mettre au français, explique Khadija. Heureusement les responsables de notre arrondissement ont*

facilité leur inscription à l'école". Le gouvernement a certes aidé les Marocains de Syrie à revenir au pays, mais aujourd'hui ces derniers sont livrés à eux-mêmes, sans suivi, sans appui et sans aides particulières. *"Depuis qu'ils ont regagné le Maroc, nous n'avons aucun contact avec eux. D'ailleurs nous n'avons même pas leur numéro de téléphone. Aucun programme d'aide n'est prévu puisqu'ils sont chez eux",* affirme Abdelfattah Sahibi, directeur du développement au ministère délégué aux MRE. Seul un service de renseignement a été mis en place pour informer les rapatriés, mais rares sont ceux qui s'y présentent.

"La Syrie me manque, et mon mari aussi. La dernière fois que j'ai eu de ses nouvelles, il a essayé de fuir par la frontière jordanienne mais il s'est fait arrêter. Depuis, je ne sais pas où il est". Parfois, Khadija regarde les journaux télévisés et estime que les médias sont en dessous de la réalité concernant ce qu'il se passe en Syrie. Déracinée, elle en vient presque à regretter son acte : *"Je crois que j'aurais préféré continuer à vivre la guerre plutôt que d'essayer de survivre ici".* ■

* Le prénom a été modifié à la demande de notre interlocutrice

NINA KOZLOWSKI